

Climat : dérèglement

Du 30 novembre au 15 décembre, se tiendra à Paris le 21^e Sommet climatique permettant de limiter le réchauffement climatique déjà en cours.

Selon le GIEC, si nous ne réduisons pas drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, la température sur Terre devrait augmenter de plus de 4°C d'ici 2100. Cette crise climatique est une crise de civilisation. En cause, les activités humaines et en particulier la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) pour satisfaire nos besoins énergétiques toujours plus importants. Les conséquences, déjà à l'œuvre, seront sans précédent : multiplication des tempêtes, sécheresses, inondations, augmentation du niveau des océans, fonte des glaces, déplacement et appauvrissement des populations les plus fragiles, conflits, extinction accélérée des espèces... De quoi détraquer complètement nos sociétés, nos écosystèmes, nos économies. Un chiffre : aujourd'hui, chaque seconde, une personne dans le monde s'exile pour des raisons climatiques. Pour enrayer ces phénomènes en constante accélération, les gouvernements du monde entier se réuniront en décembre à Paris, pour la 21^e conférence des Nations unies sur le climat. Objectif : ne pas dépasser le seuil - aux conséquences déjà dramatiques - de 2°C de réchauffement d'ici la fin du siècle. Une température que l'on n'avait plus « connue » depuis deux millions d'années.

Christophe Dubois

Pour en savoir plus :

- www.climat.be, le site fédéral belge, pour une information fiable sur le climat
- « L'Atlas de la révolution climatique », Hors-série de l'Humanité, octobre 2015
- "L'adaptation aux changements climatiques en Wallonie", AwAC, 2011. Téléchargeable via <http://bit.ly/1PxNBxg>

En Belgique, quels sont les impacts ?

Les effets du changement climatique varient fortement d'un endroit à l'autre de la planète. Limités chez nous, ils sont néanmoins déjà visibles et vont s'accroître. La température moyenne en Belgique a augmenté de 2°C depuis 1833, dont 0,9°C rien que sur ces vingt dernières années. Côté biodiversité, certains nuisibles, comme les tiques, voient leurs populations augmenter. Des libellules, moustiques (vecteurs de maladies tropicales), araignées, oiseaux, friands de climats tempérés chauds, s'installent désormais chez nous, concurrençant les espèces indigènes. La célèbre « hêtraie cathédrale » de la forêt de Soignes pourrait être amenée à disparaître. Par ailleurs, un printemps plus rapide (l'éclosion des bourgeons arrive 5 à 15 jours plus tôt qu'il y a 50 ans) et un automne plus tardif bouleverse aussi les interactions entre espèces.

Ça, c'est pour aujourd'hui. Et demain ? Si beaucoup d'incertitudes demeurent, relatives à l'amplitude des variations climatiques à venir, certaines tendances se dessinent. Quel temps fera-t-il en Wallonie dans 70 ans ? Il fera plus chaud : entre +2°C et +4°C. Il devrait pleuvoir plus en hiver (+21,5%) et en automne (entre +2,7% et +8,4%), moins en été (-16,9%). Autre tendance : on subira plus d'événements extrêmes avec +40% de journées de très fortes précipitations (inondations), plus de canicules et peut-être plus de tempêtes. Rien de bon pour les infrastructures, l'érosion des sols et la pollution de l'eau. Cela aura aussi un impact sur notre santé, déjà observable aujourd'hui : augmentation des troubles allergiques, de la maladie de Lyme et des décès dus aux canicules (elles ont coûté la vie à près de 1000 personnes en 2010, 2006 et 2003).

On en parle, mais c'est quoi ?

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Adoptée en 1992, la Convention sur les changements climatiques est le premier cadre global international visant à stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère. 195 pays, plus l'Europe, en font aujourd'hui partie. Les Conférences des Parties (COP) en sont le plus haut organe de décision. Parmi les principes fondamentaux, celui de « Responsabilité commune mais différenciée » : on est tous responsables du climat, mais certains plus que d'autres. Ainsi, les pays riches sont responsables de 64% des émissions de gaz à effet de serre cumulées dans l'atmosphère, bien qu'ils ne représentent que 15% de la population mondiale. La répartition des efforts et des aides en matière de réchauffement doit donc se faire au regard de cette responsabilité historique.

GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) analyse l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade. Des milliers de scientifiques du monde entier y participent. Le GIEC publie périodiquement des « rapports d'évaluations », sorte de revues de presse de l'ensemble des recherches scientifiques sur l'évolution du climat. Ils confirment sans équivoque le phénomène de réchauffement climatique et le lien avec les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine.

ements à tous les étages

Politique des Nations unies, la COP21. Objectif : trouver à près de 200 pays un accord ambitieux et contrai-

Changer le système, pas le climat

Brigitte Gloire, responsable de plaidoyer « Climat & développement durable » pour Oxfam, suit depuis près de 20 ans les négociations climatiques internationales. Selon elle, si nous voulons sortir de l'impasse climatique, c'est notre modèle de développement qu'il faut revoir.



À une encablure du Sommet climatique, que vous dit votre boule de cristal ?

B. Gloire : Il y aura sans doute un accord à Paris, mais il ne sera pas suffisant, même si certains pays ont mis beaucoup sur la table. Il faudra dès lors sortir de Paris avec un mécanisme permettant de réviser ce texte dès 2017, pour lui donner à la fois un caractère plus contraignant et plus d'ambition. C'est primordial.

L'Europe en fait-elle suffisamment ?

Non. L'Europe s'engage à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40% d'ici 2030. C'est vrai qu'il a fallu négocier beaucoup pour en arriver là, notamment avec la Pologne du charbon. Mais pour rester sous la barre fatidique des 2°C de réchauffement, il aurait fallu diminuer nos émissions de 55%.

Pour vous, c'est le système économique qu'il faut revoir...

Tant qu'on ne remet pas en cause la logique de surproduction et de surconsommation des pays développés, on n'y arrivera

pas. On est prêt à produire des produits avec moins de carbone ou moins de ressources, mais on ne remet pas en cause la surconsommation ni les inégalités dans la consommation. Les 10% des ménages les plus riches au monde émettent chaque jour 50% des GES (sans compter leur responsabilité historique), et les 40% les plus pauvres n'émettent que 10%. Or, l'atmosphère et les ressources ne sont pas élastiques. Les moyens pour financer la transition existent. Par exemple, dans le monde, il y a six fois plus de subventions aux énergies fossiles qu'aux énergies renouvelables, et en Belgique, on alloue plus de 2 milliards d'euros aux voitures de société... On entend que « le problème, c'est la Chine », alors que l'empreinte carbone du Belge reste supérieure à celle du Chinois, et que 1/3 de l'empreinte du chinois sert en réalité à produire ce que nous consommons dans les pays du Nord. Nous devons changer notre modèle de production et de consommation, ainsi que le commerce mondial. Au cœur de ce modèle, le politique donne trop peu de place à l'intérêt général et trop de place aux intérêts privés. C'est évident avec les sponsors de la COP21 : on y retrouve des multinationales issues du secteur des énergies fossiles. Ce n'est pas un hasard si le terme « énergie fossile » n'apparaît pas une seule fois dans le texte soumis à négociation, alors qu'il est le cœur même du problème. Les grandes entreprises responsables des émissions de CO₂ devraient être persona non grata à la COP, tout comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a sorti de ses instances les cigarettiers et les entreprises pharmaceutiques.

Propos recueillis par Christophe Dubois

Enjeux économiques

90 entreprises seraient responsables de deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. A l'exception de sept entreprises productrices de ciment, ce sont toutes des compagnies énergétiques produisant du pétrole (surtout !), du charbon et du gaz. Par ailleurs, près de la moitié des 100 plus grandes entreprises mondiales ont été épinglées pour leurs liens avec des lobbies néfastes au climat. Pourtant, si la température augmente de 2,5°C, les pertes annuelles du PIB mondial sont estimées entre 0,2 et 2%, soit des centaines de milliards de dollars par an. De nombreux secteurs sont impactés : agriculture, forêt, transport, énergie, industrie, assurance.

A Paris, les questions financières pèseront donc lourd sur l'issue des négociations. En 2009, il a été décidé (mais pas encore appliqué) que 100 milliards de dollars d'argent public devaient alimenter chaque année un Fonds vert climat visant notamment à aider les pays du Sud, premières victimes et derniers responsables. C'est 10 fois moins que les besoins estimés par l'ONU. Les taxes carbone et mécanismes de compensation ne suffiront pas. D'aucuns appellent dès lors à placer le climat au cœur du système financier mondial, en mettant à contribution les milliers de milliards d'investissements réalisés chaque année, et les autres milliers de milliards sous gestion des investisseurs institutionnels (banques, assurances, fonds de pension). De force, ou de gré. L'argument est limpide : si nous voulons rester sous la barre des 2°C de réchauffement, nous devons laisser dans le sol 80% des hydrocarbures encore disponibles, soit un manque à gagner potentiel estimé à 27 000 milliards de dollars. A contrario, si nous brûlons toutes les réserves identifiées, le réchauffement pourrait atteindre +11°C. Au rythme actuel, ce seuil de 80% sera atteint dans 30 ans. Quelques gros investisseurs l'ont compris et ont déjà retiré leur argent du secteur des énergies fossiles avant que la bulle du carbone n'explode.